

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Service Comptable de l'État



Situation Mensuelle de l'Etat

Décembre 2010
Situation arrêtée au 12/01/2011



Notes méthodologiques et glossaire	3
Commentaires	4
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice	6
Solde d'exécution budgétaire en gestion	7
Dépenses par Titres et Catégories	8
Dépenses par Missions et par Programmes.....	9
Recettes du budget général	13
Recettes fiscales	13
Recettes non fiscales	15
Prélèvements sur recettes et Fonds de concours	17
Opérations des Comptes Spéciaux en dépenses et en recettes	18
Opérations des Comptes Spéciaux en soldes.....	19
Tableau des Flux de Trésorerie	20
Situation des correspondants du Trésor et personnes habilitées	22
Dettes financières de l'Etat	23

Les chiffres présentés sont les données cumulées depuis le 1^{er} janvier N jusqu'à la fin du mois M. Ces informations sont directement issues de la comptabilité générale de l'Etat.

Les chiffres « exécutés » 2009 correspondent aux données publiées à l'époque.

Les chiffres « retraités » 2009 correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changements de périmètre liées aux Lois de finances 2010.

Autorisation d'engagement

Limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.

Crédit de paiement

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiements présentés dans le tableau des dépenses budgétaires par titres et catégories ne sont pas détaillés par titres à l'exception du titre II (dépenses de personnel), en raison du niveau de répartition des crédits prévu par l'article 44 de la LOLF.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire).

Solde budgétaire en gestion

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives aux budgets des années courante et précédente exécutées au cours de la gestion N courant du 01/01/N au 31/12/N.

Période complémentaire

Opérations se rattachant au budget N exécutées au cours de la période allant du 01/01/N+1 au 20/01/N+1.

Titre

Dans le cadre de la loi organique du 1^{er} août 2001, les charges budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; *ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le résultat ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;*
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Catégorie

La catégorie est une décomposition du titre. Elle identifie une typologie de dépenses relevant du titre.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales et de la communauté européenne.

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception de deux comptes particuliers dotés de crédits évaluatifs.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Tableau des flux de trésorerie (TFT)

Le TFT présente la ventilation des opérations d'encaissements et de décaissements de l'Etat par nature de flux : flux d'activité, flux d'investissement et flux de financement. Ce tableau est élaboré de manière similaire au TFT présenté dans le Compte Général de l'Etat (CGE).

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

R & D

Remboursements et Dégrevements

FMI

Fonds Monétaire International

Les chiffres contenus dans la présente Situation Mensuelle ne peuvent être tenus pour définitifs. En effet, si les délais impartis aux comptables publics pour procéder à la comptabilisation des recettes et des dépenses budgétaires 2010 sont expirés, les contrôles en cours pourront conduire au redressement d'erreurs matérielles jusqu'à la clôture définitive du Compte Général de l'Etat.

Au 31 Décembre 2010, solde d'exécution budgétaire (hors FMI) : -148 798 millions €

En décembre 2009, le solde s'élevait, à périmètre constant, à - 138 749 millions €.

Dépenses brutes du budget général : 412 596 millions € (dont 3 880 millions au titre de la PC)

➤ *Une évolution marquée par les investissements d'avenir du Grand Emprunt*

Fin décembre, à périmètre constant, les dépenses brutes du budget général s'élèvent à 412 596 millions € contre 403 560 millions € en 2009 (cf pages 8 et 12).

Cet écart (+ 9 036 millions €) s'explique par une augmentation des dépenses d'opérations financières de 24 567 millions € consécutives essentiellement au **Grand Emprunt** et une hausse des dépenses de charges de la dette et de personnel de respectivement 2 878 millions € et 2 522 millions €. Cette hausse est compensée par une baisse des dépenses d'intervention de 17 320 millions €, imputable essentiellement à une forte diminution de 21 650 millions € des remboursements et dégrèvements et une diminution des dépenses d'investissement de 2 260 millions €.

➤ *Les principales dépenses du mois (hors remboursements, dégrèvements et de personnel)*

○ *Au titre du Grand Emprunt*

- Mission **Ecologie, développement et aménagement durables** : 1 000 millions € au titre du programme véhicule du futur ;
- Mission **Economie** : 3 300 millions € au titre du programme développement de l'économie numérique ;
- Mission **Recherche et Enseignement Supérieur** : 1 000 millions € au bénéfice des pôles d'excellence.

○ *Autres dépenses (hors abondement)*

- Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 711 millions € au titre de l'Allocation pour adultes handicapés et 680 millions € au titre du Revenu de solidarité activité ;
- Mission **Travail et emploi** : 761 millions € dans le cadre des exonérations de cotisations sociales des contrats d'apprentissage.

Recettes brutes du budget général : 261 833 millions € (dont 472 millions € au titre de la PC)

➤ *Recettes fiscales : 343 477 millions € (cf page 14)*

○ *Une progression essentiellement imputable à l'encaissement pour la première année de la Cotisation foncière des entreprises (CFE), de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et des Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER)*

Fin décembre à périmètre constant, les recettes fiscales brutes s'établissent à 343 477 millions € (contre 327 977 millions € en 2009). Cet écart s'explique par la comptabilisation en 2010 de la CFE, de la CVAE et des IFER découlant de la réforme de la taxe professionnelle pour un montant total de 16 510 millions €.

Si les recettes brutes d'IR (55 101 millions €), d'IS (49 767 millions €) et de TIPP (14 202 millions €) sont à un niveau quasi identique à celui de 2009, celles de TVA (170 724 millions €) progressent de 2 324 millions €.

○ *Les principales recettes du mois*

- Encaissements **d'IS** de 11 492 millions € (4ème acompte essentiellement) ;
- Recettes de **TVA** 14 789 millions € ;
- Encaissement du solde de **Cotisation Foncière des Entreprises** pour 2 355 millions € ;
- Encaissement d'**Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseau** (IFER) pour 1 222 millions €.

➤ *Recettes non fiscales : 18 157 millions € (cf page 16)*

- *Une hausse des recettes non fiscales notamment due à un reversement exceptionnel de France Telecom*

Les recettes non fiscales s'élèvent à 18 157 millions € contre 16 291 millions € l'an passé à périmètre constant. Cet écart s'explique notamment par la progression des recettes des produits des participations de l'Etat (+ 1 920 millions €), des prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations (+ 742 millions €) et le reversement par France Telecom d'aides d'Etat indues de 1 017 millions €. A l'inverse, cette hausse est compensée par la diminution en 2010 des recettes perçues en contrepartie des garanties accordées par l'Etat aux banques (-1 211 millions €) et par la comptabilisation exceptionnelle en 2009 d'un reversement par l'Agence Française de développement au titre des créances garanties par l'Etat (1 115 millions €).

- *Les principales recettes non fiscales du mois*

On constate notamment le versement des dividendes d'EDF pour 890 millions € et un reversement de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur pour 350 millions €.

Solde des Comptes Spéciaux (hors FMI) : 1 965 millions € (dont solde en PC 6 899 millions €)

➤ *L'évolution des soldes des CS (hors FMI et hors comptes d'avances aux collectivités locales) résulte de mesures exceptionnelles prises en 2010 (cf page 19)*

Hors compte d'avances aux collectivités locales, l'année 2010 enregistre la comptabilisation des prêts octroyés à la Grèce pour 4 427 millions € et la dotation en capital à l'Agence nationale de la recherche pour 3 687 millions € (plan Campus).

De plus, le solde du compte de Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés s'améliore de 7 539 millions € en raison de la comptabilisation exceptionnelle en 2009 des prêts octroyés au secteur automobile.

➤ *Les principales évolutions du mois*

Le CAS Participations financières de l'Etat enregistre des dépenses pour 1 519 millions € (dont 1 200 millions € de dépenses de Grand emprunt) tandis que le compte d'avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics comptabilise une dépense de 1 200 millions € d'avances au Fonds National pour la Société Numérique.

Situation de la Trésorerie de l'Etat au 31 décembre : -85 954 millions €

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin décembre présente un solde créditeur de -85 954 millions €, soit un décaissement net mensuel de -24 163 millions €.

Les principaux encaissements de la période écoulée sont constitués par des impôts et taxes à hauteur de 36 511 millions € et d'autres encaissements pour 5 146 millions € (recettes d'impôts locaux).

Les principaux flux de décaissements concernent des dépenses d'intervention (prélèvements sur les recettes de l'Etat notamment) et de personnel pour respectivement 16 284 millions € et 10 594 millions €, des acquisitions d'immobilisations financières pour 11 406 millions € (investissements d'avenir et avances à l'ASP notamment) et d'autres décaissements (avances aux collectivités territoriales) pour 6 069 millions €.

Dettes financières au 31 décembre : 1 236 370 millions €

L'encours de la dette financière au 31 décembre s'établit à 1 236 370 millions €. Les principales variations au cours du mois de décembre concernent une hausse du solde des OAT pour 8 447 millions € et une baisse du solde des BTF pour 12 727 millions €.

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de l'exercice	2010	2009 retraité	2009 exécuté
--------------------------------------	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL**GESTION COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :**

Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 017	1 017
Dépenses de personnel	117 806	115 289	119 216
Dépenses de fonctionnement	47 878	48 689	44 367
Charges de la dette de l'Etat	40 377	37 556	37 556
Dépenses d'investissement	12 787	14 684	14 684
Dépenses d'intervention	163 720	180 216	179 645
Dépenses d'opérations financières	25 130	563	563
Total des Dépenses	408 716	398 014	397 048
Total des Dépenses (hors R et D)	319 524	286 964	285 998
Recettes fiscales	343 190	327 872	325 814
Recettes non fiscales	17 656	14 620	17 780
Prélèvements sur recettes	-102 615	-106 475	-75 861
Fonds de concours	3 130	3 481	3 481
Total des Recettes	261 361	239 498	271 214
Total des Recettes (hors R et D)	172 169	128 448	160 164
SOLDE GESTION N	-147 355	-158 516	-125 834
GESTION SUIVANTE (Opérations N de la période complémentaire exécutée en N+1) :	-3 408	-4 073	-4 073
SOLDE GESTION N+1	-3 408	-4 073	-4 073

II. COMPTES SPECIAUX**GESTION COURANTE :**

Comptes d'affectation spéciale	-3 736	1 915	1 915
Comptes de concours financiers	-1 355	14 418	-17 544
Comptes de commerce	113	320	320
Comptes d'opérations monétaires	71	277	277
SOLDE CS GESTION N	-4 907	16 930	-15 032
SOLDE CS GESTION (hors FMI)	-4 934	16 674	-15 288
GESTION SUIVANTE (Opérations de la période complémentaire) :	6 934	7 426	7 426
SOLDE CS GESTION N+1	6 934	7 426	7 426
SOLDE CS GESTION N+1 (hors FMI)	6 899	7 166	7 166
SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année	-148 736	-138 233	-137 513
SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année (hors FMI)	-148 798	-138 749	-138 029

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de la gestion en cours	2010	2009 retraité	2009 exécuté
---	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

Dépenses	5 546	2 228	2 228
Recettes	1 473	1 037	1 037
SOLDE BUDGET N-1	-4 073	-1 191	-1 191

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :

Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 017	1 017
Dépenses de personnel	117 806	115 289	119 216
Dépenses de fonctionnement	47 878	48 689	44 366
Charges de la dette de l'Etat	40 377	37 556	37 556
Dépenses d'investissement	12 787	14 684	14 684
Dépenses d'intervention	163 720	180 216	179 645
Dépenses d'opérations financières	25 130	563	563

Total des Dépenses	408 716	398 014	397 047
---------------------------	----------------	----------------	----------------

Total des Dépenses (hors R et D)	319 524	286 964	285 997
---	----------------	----------------	----------------

Recettes fiscales	343 190	327 872	325 815
Recettes non fiscales	17 656	14 620	17 780
Prélèvements sur recettes	-102 615	-106 475	-75 861
Fonds de concours	3 130	3 481	3 481

Total des Recettes	261 361	239 498	271 215
---------------------------	----------------	----------------	----------------

Total des Recettes (hors R et D)	172 169	128 448	160 165
---	----------------	----------------	----------------

SOLDE BUDGET N	-147 355	-158 516	-125 832
-----------------------	-----------------	-----------------	-----------------

II. COMPTES SPECIAUX

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

SOLDE CS BUDGET N-1	7 426	8 523	8 523
----------------------------	--------------	--------------	--------------

SOLDE CS BUDGET N-1 (hors FMI)	7 166	8 234	8 234
---------------------------------------	--------------	--------------	--------------

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE :

Comptes d'affectation spéciale	-3 736	1 915	1 915
Comptes de concours financiers	-1 355	14 418	-17 543
Comptes de commerce	113	320	320
Comptes d'opérations monétaires	71	277	277

SOLDE CS BUDGET N	-4 907	16 930	-15 032
--------------------------	---------------	---------------	----------------

SOLDE CS BUDGET N (hors FMI)	-4 934	16 674	-15 289
-------------------------------------	---------------	---------------	----------------

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année	-148 909	-134 254	-133 532
---	-----------------	-----------------	-----------------

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année (hors FMI)	-149 196	-134 799	-134 078
--	-----------------	-----------------	-----------------

DEPENSES PAR TITRES ET CATEGORIES

(HORS OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX)

Unité : million d'€

Titres et catégories	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
TITRE 2				
Titre 2 - DEPENSES DE PERSONNEL				
Rémunérations d'activité		70 501	69 836	72 160
Cotisations et contributions sociales		46 283	44 452	46 042
Prestations sociales et allocations diverses		1 022	996	1 009
TOTAL DES DEPENSES DE PERSONNEL	118 284	117 806	115 284	119 211
AUTRES TITRES				
Titre 1 - DOTATIONS DES POUVOIRS PUBLICS				
		1 018	1 017	1 017
Titre 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		24 964	25 392	24 923
Subventions pour charges de service public		22 947	23 872	20 019
Total des dépenses de fonctionnement		47 911	49 264	44 942
Titre 4 - CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT				
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		40 503	37 625	37 625
Total des charges de la dette de l'Etat		40 503	37 625	37 625
Titre 5 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		11 174	13 199	13 199
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		1 675	1 910	1 910
Total des dépenses d'investissement		12 849	15 109	15 109
Titre 6 - DEPENSES D'INTERVENTION				
Transferts aux ménages		38 453	40 090	40 032
Transferts aux entreprises		77 202	97 223	96 936
Transferts aux collectivités territoriales		24 080	25 887	25 887
Transferts aux autres collectivités		27 532	21 308	21 082
Appels en garantie		111	190	190
Total des dépenses d'intervention		167 378	184 698	184 127
Titre 7 - DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES				
Prêts et avances		1 069	127	127
Dotations en fonds propres		21 026	436	436
Dépenses de participations financières		3 036	0	0
Total des dépenses d'opérations financières		25 131	563	563
TOTAL DES DEPENSES DES AUTRES TITRES	297 690	294 790	288 276	283 383
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL	415 974	412 596	403 560	402 594
Remboursements et dégrèvements	90 552	89 884	111 669	111 669
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL (Hors R et D)	325 422	322 712	291 891	290 925

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	2 793	2 751	2 690	2 626
Action de la France en Europe et dans le monde	1 851	1 816	1 784	1 720
Rayonnement culturel et scientifique	597	595	593	593
Français à l'étranger et affaires consulaires	345	340	313	313
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	2 741	2 639	2 571	2 562
Administration territoriale (1)	0	0	0	1 636
Administration territoriale	1 803	1 759	1 748	106
Vie politique, culturelle et associative	256	245	205	205
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	682	635	618	615
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	4 427	4 328	4 229	4 217
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 527	2 466	2 283	2 283
Forêt	446	444	397	397
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	614	582	713	712
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	840	836	836	825
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	3 614	3 558	3 438	3 218
Aide économique et financière au développement	1 210	1 170	1 111	1 025
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 371	2 357	2 304	2 170
Développement solidaire et migrations	33	31	23	23
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	3 430	3 423	3 468	3 467
Liens entre la nation et son armée	139	138	154	154
Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3 182	3 176	3 189	3 188
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	109	109	125	125
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	570	555	537	533
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	323	322	299	297
Conseil économique, social et environnemental	38	38	37	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	209	195	201	199
CULTURE	3 037	2 986	2 910	2 904
Patrimoines	1 335	1 300	1 261	1 261
Création	832	830	822	822
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	870	856	827	821
DEFENSE	39 345	39 107	40 512	40 465
Environnement et prospective de la politique de défense	1 841	1 815	1 831	1 831
Préparation et emploi des forces	22 606	22 572	22 878	22 877
Soutien de la politique de la défense	2 869	2 691	2 234	2 188
Equiperment des forces	12 029	12 029	13 569	13 569
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	588	532	510	508
Coordination du travail gouvernemental	503	452	398	396
Présidence française de l'Union européenne (1)	0	0	36	36
Protection des droits et libertés	85	80	76	76
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	15 802	15 443	12 584	12 304
Infrastructures et services de transports	6 313	6 039	6 870	6 583
Sécurité et circulation routières	57	57	60	60
Sécurité et affaires maritimes	137	133	113	113
Météorologie	192	192	184	184
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	344	331	318	318
Information géographique et cartographique	72	72	80	80
Prévention des risques	345	314	245	245
Energie et après-mines	799	789	839	839

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (2)	3 943	3 916	3 875	3 882
Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte (3)	1 600	1 600	-	-
Transport et urbanisme durables (3)	1 000	1 000	-	-
Véhicule du futur (3)	1 000	1 000	-	-
ECONOMIE	7 442	7 413	2 172	2 164
Développement des entreprises et de l'emploi	1 130	1 116	1 300	1 297
Tourisme	58	56	64	66
Statistiques et études économiques	454	448	440	435
Stratégie économique et fiscale	360	353	368	366
Croissance des petites et moyennes entreprises (3)	2 140	2 140	-	-
Développement de l'économie numérique (3)	3 300	3 300	-	-
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	42 539	42 156	39 187	39 187
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	40 750	40 503	37 625	37 625
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	248	111	190	190
Epargne	1 337	1 338	1 163	1 163
Majoration de rentes	204	204	209	209
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	61 703	61 603	59 978	59 959
Enseignement scolaire public du premier degré	17 834	17 823	17 244	17 244
Enseignement scolaire public du second degré	29 116	29 061	28 605	28 605
Vie de l'élève	3 750	3 739	3 717	3 717
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 099	7 095	7 005	7 005
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 133	2 120	2 138	2 109
Enseignement technique agricole	1 271	1 271	1 269	1 279
Internats d'excellence et égalité des chances (3)	500	494	-	-
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	11 966	11 687	11 528	11 372
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 488	8 462	8 424	8 293
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus	26	25	16	16
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	389	330	331	331
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	821	812	899	885
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors Chorus) (3)	83	82	-	-
Facilitation et sécurisation des échanges	1 542	1 536	1 544	1 533
Fonction publique	213	200	205	205
Entretien des bâtiments de l'Etat	404	240	109	109
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	697	678	591	589
Immigration et asile	608	591	515	513
Intégration et accès à la nationalité française	89	87	76	76
JUSTICE	6 948	6 900	6 706	6 702
Justice judiciaire	2 871	2 860	2 865	2 865
Administration pénitentiaire	2 726	2 706	2 502	2 502
Protection judiciaire de la jeunesse	768	756	769	766
Accès au droit et à la justice	329	329	319	319
Conduite et pilotage de la politique de la justice (2)	248	244	242	241
Conduite et pilotage de la politique de la justice (hors Chorus) (2)	6	5	9	9
MEDIAS	1 150	1 147	1 169	1 169
Presse	445	442	436	436
Soutien à l'expression radiophonique locale	29	29	28	28
Contribution au financement de l'audiovisuel	463	463	458	458
Action audiovisuelle extérieure	213	213	247	247

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
OUTRE-MER	2 110	2 062	2 532	2 532
Emploi outre-mer	1 247	1 222	1 714	1 714
Conditions de vie outre-mer	863	840	818	818
PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE	2 499	2 439	8 041	8 041
Programme exceptionnel d'investissement public	495	469	694	694
Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi	1 614	1 595	5 432	5 432
Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité	390	375	1 915	1 915
POLITIQUE DES TERRITOIRES	425	363	525	525
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	344	305	421	421
Interventions territoriales de l'Etat	81	58	104	104
POUVOIRS PUBLICS	1 019	1 018	1 017	1 017
Présidence de la République	113	112	112	112
Assemblée nationale	534	534	534	534
Sénat	328	328	322	322
La Chaîne parlementaire	31	31	31	31
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	5	5
Conseil constitutionnel	12	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1
PROVISIONS	33	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	33	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	46 918	46 861	24 306	24 306
Formations supérieures et recherche universitaire	12 308	12 259	11 987	11 987
Vie étudiante	2 165	2 163	2 093	2 093
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 132	5 131	4 994	4 994
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 232	1 232	1 224	1 224
Recherche spatiale	1 278	1 278	1 270	1 270
Recherche dans le domaine des risques et des pollutions (1)	0	0	0	295
Recherche dans le domaine de l'énergie (1)	0	0	0	656
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	988	986	832	832
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables (2)	1 265	1 264	1 260	309
Recherche duale (civile et militaire)	194	194	200	200
Recherche culturelle et culture scientifique	153	152	154	154
Enseignement supérieur et recherche agricoles	303	302	292	292
Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (3)	1 000	1 000	-	-
Projets thématiques d'excellence (3)	3 050	3 050	-	-
Pôles d'excellence (3)	15 350	15 350	-	-
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (3)	1 500	1 500	-	-
Nucléaire de demain (3)	1 000	1 000	-	-
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	5 619	5 616	5 087	5 087
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 701	3 697	3 633	3 633
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	767	768	740	740
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 151	1 151	714	714
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	2 801	2 709	2 529	2 523
Concours financiers aux communes et groupements de communes	777	756	741	741
Concours financiers aux départements	496	484	489	489
Concours financiers aux régions	908	898	816	812
Concours spécifiques et administration	620	571	483	481

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	90 552	89 884	111 669	111 669
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	74 503	73 736	93 869	93 869
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	16 049	16 148	17 800	17 800
SANTE	1 201	1 191	1 962	1 955
Prévention et sécurité sanitaire	396	389	922	915
Offre de soins et qualité du système de soins	122	120	121	121
Protection maladie	683	682	919	919
SECURITE	16 425	16 373	16 436	16 398
Police nationale	8 878	8 858	8 736	8 717
Gendarmerie nationale	7 547	7 515	7 700	7 681
SECURITE CIVILE	495	461	419	419
Intervention des services opérationnels	251	230	236	236
Coordination des moyens de secours	244	231	183	183
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	12 641	12 593	11 529	11 464
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1 485	1 481	500	441
Actions en faveur des familles vulnérables	410	406	911	911
Handicap et dépendance	9 507	9 488	9 036	9 036
Egalité entre les hommes et les femmes	29	28	27	27
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 210	1 190	1 055	1 049
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	812	800	830	826
Sport	252	244	247	247
Jeunesse et vie associative	177	176	145	145
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative	383	380	438	434
TRAVAIL ET EMPLOI	14 827	14 686	13 662	13 650
Accès et retour à l'emploi	7 493	7 455	6 182	6 182
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	5 908	5 845	6 597	6 597
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	73	70	84	84
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	853	816	799	787
Investissements dans la formation en alternance (3)	500	500	-	-
VILLE ET LOGEMENT	8 805	8 634	8 236	8 236
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 298	1 285	1 295	1 295
Aide à l'accès au logement	5 562	5 561	5 504	5 504
Développement et amélioration de l'offre de logement	805	656	649	649
Politique de la ville	640	632	788	788
Rénovation thermique des logements (3)	500	500	-	-
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	415 974	412 596	403 560	402 594

(1) Programme supprimé en 2010

(2) Libellé de programme modifié en 2010

(3) Programme créé en 2010

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
11 - IMPOT SUR LE REVENU				
Impôt sur le revenu	55 485	55 101	55 057	55 057
12 - AUTRES IMPOTS DIRECTS PERCUS PAR VOIE D'EMISSION DE ROLES				
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (2)	7 863	7 803	10 591	6 742
13 - IMPOT SUR LES SOCIETES				
Impôt sur les sociétés	52 140	49 767	49 476	49 476
14 - AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES				
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	460	452	419	419
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 650	4 885	4 667	4 667
Préciput dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)	0	0	3	3
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	20	28	60	60
Impôt de solidarité sur la fortune	4 100	4 465	3 590	3 590
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	35	34	34	34
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	98	94	96	96
Cotisation minimale de taxe professionnelle	617	685	2 768	2 768
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	15	16	12	12
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	25	15	17	17
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	40	52	39	39
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	602	604	595	595
Cotisation nationale de péréquation sur la cotisation locale d'activité à partir de 2010	140	150	959	959
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	10 350	10 346	-	-
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	5 006	4 941	-	-
Recettes diverses	322	330	247	247
TOTAL (14)	26 480	27 097	13 506	13 506
15 - TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS				
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	14 099	14 202	14 492	14 902
16 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				
Taxe sur la valeur ajoutée	170 457	170 724	168 400	168 114
17 - ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTIONS ET TAXES INDIRECTES				
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	389	393	316	316
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	158	170	149	149
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	337	364	274	274
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	750	931	601	601
Mutations à titre gratuit par décès	6 820	6 906	6 873	6 873

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
Autres conventions et actes civils	340	350	342	342
Taxe de publicité foncière	346	310	299	299
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	2 902	2 867	2 408	2 408
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	135	108	178	178
Timbre unique	145	118	103	103
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	1	1
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	1 626
Autres taxes intérieures	300	311	294	294
Autres droits et recettes accessoires	6	6	3	3
Amendes et confiscations	70	57	68	68
Taxe générale sur les activités polluantes	221	119	221	221
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	41
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	25	0		
Contribution carbone (1)	0	0	-	-
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	298	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	174	168	172	172
Autres droits et recettes à différents titres	4	334	29	29
Taxe sur les achats de viande	0	1	18	18
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	62	52	77	77
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	57	53	56	56
Taxe sur certaines dépenses de publicité	30	29	30	30
Taxe de l'aviation civile	70	72	77	77
Taxe sur les installations nucléaires de base	689	361	363	363
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	25	28	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux	1 848	1 840	1 844	1 844
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	674	748	793	793
Prélèvements sur le produit brut des paris hippiques	608	626	688	688
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1 250	1 223	-	-
Autres taxes	276	237	153	153
TOTAL (17)	19 009	18 783	16 455	18 122
TOTAL DES RECETTES FISCALES	345 533	343 477	327 977	325 919
Remboursements et dégrèvements	90 552	89 884	111 669	111 669
TOTAL DES RECETTES FISCALES (Hors R et D)	254 981	253 593	216 308	214 250

(1) Ligne de recettes créée en 2010

(2) Ligne de recettes non fiscales 2009 transférée en recettes fiscales en 2010 (FAR)

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
21 - DIVIDENDES ET RECETTES ASSIMILEES				
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	3 281	3 284	2 165	1 945
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	515	511	59	59
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	4 093	4 085	3 284	3 284
Autres dividendes et recettes assimilées	0	1	0	0
TOTAL (21)	7 889	7 881	5 508	5 288
22 - PRODUITS DU DOMAINE DE L'ETAT				
Revenus du domaine public non militaire	260	224	197	197
Autres revenus du domaine public	60	75	57	57
Revenus du domaine privé	42	41	41	41
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	288	275	244	244
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 131	1 096	1 134	665
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	39	45	32	32
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	35	13	21	21
TOTAL (22)	1 856	1 769	1 726	1 257
23 - PRODUITS DE LA VENTE DE BIENS ET SERVICES				
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	437	494	418	418
Frais d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes établis au profit des collectivités territoriales	-	0	-1	3 848
Autres frais d'assiette et de recouvrement	518	432	391	391
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	84	82	87	87
Produits de la vente de divers biens	3	2	3	3
Produits de la vente de divers services	205	120	164	164
Autres recettes diverses	14	13	10	10
TOTAL (23)	1 261	1 143	1 072	4 921
24 - REMBOURSEMENTS ET INTERETS DES PRETS, AVANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	302	241	460	460
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	4	2	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	30	30	30	30
Intérêts des autres prêts et avances	461	459	19	19
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	231	205	233	233
Autres avances remboursables sous conditions	11	5	11	11
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	3	0	1 115	1 115
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	14	18	18
TOTAL (24)	1 072	956	1 887	1 887

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
25 - AMENDES, SANCTIONS, PENALITES ET FRAIS DE POURSUITES				
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	631	621	598	598
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	635	471	249	249
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	50	8	27	27
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	25	16	12	12
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	780	800	782	782
Frais de poursuite	120	120	111	111
Frais de justice et d'instance	12	1	2	2
Intérêts moratoires	3	0	0	0
Pénalités	6	1	4	4
TOTAL (25)	2 262	2 038	1 785	1 785
26 - DIVERS				
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	850	850	1 000	1 000
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	742	742	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	183	209	1 413	1 413
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	115	122	112	112
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	17	11	14	14
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	380	489	408	408
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	100	64	79	79
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienne	29	23	1	1
Frais d'inscription	8	8	8	8
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	7	9	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	3	1	2	2
Récupération d'indus	42	50	26	26
Recouvrements après admission en non-valeur	260	266	214	214
Divers versements des Communautés européennes	41	0	29	29
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	56	52	52
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	48	44	52	52
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	3	4	4
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	5	3	4	4
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	190	190	749	749
Produits divers	39	30	21	21
Autres produits divers	1 143	1 200	119	119
TOTAL (26)	4 256	4 370	4 313	4 313
TOTAL DES RECETTES NON FISCALES	18 596	18 157	16 291	19 451

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT				
31- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 090	-41 091	-40 896	-40 897
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	-628	-628	-386	-386
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-28	-28	-42	-42
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-82	-87	-156	-156
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-598	-606	-656	-656
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la TVA	-6 007	-6 021	-6 063	-6 063
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2 046	-2 039	-2 105	-1 941
Dotation élu local	-65	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-40	-41	-39	-39
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	-40	-40	-76	-76
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-500	-500	-500
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéficiaires non commerciaux	-283	-267	-295	-295
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	-197	-222	-235	-235
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-15	-15	-10	-10
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-140	-138	-3 853	-3 853
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle (1)	-32 354	-32 431	-31 798	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement (1)	-131	-131	-	-
TOTAL (31)	-85 234	-85 340	-88 165	-56 204
32- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	-17 587	-17 598	-18 649	-19 996
TOTAL (32)	-17 587	-17 598	-18 649	-19 996
TOTAL DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT	-102 821	-102 938	-106 814	-76 200
FONDS DE CONCOURS				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		2 810	3 220	3 220
Fonds de concours - coopération internationale		327	298	298
TOTAL DES FONDS DE CONCOURS	3 122	3 137	3 518	3 518
TOTAL GENERAL DES RECETTES	264 430	261 833	240 972	272 688
Remboursements et dégrèvements	90 552	89 884	111 669	111 669
TOTAL GENERAL DES RECETTES (Hors R et D)	173 878	171 949	129 303	161 019

(1) Ligne créée en 2010

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

(EN DEPENSES ET EN RECETTES)

Unité : million d'€

Désignation	2010		2009 retraité		2009 exécuté	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE						
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	200	212	180	212	180	212
Développement agricole et rural	111	105	112	111	112	111
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	613	593	901	616	901	616
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	6 711	2 983	1 798	3 455	1 798	3 455
Pensions	51 022	51 129	49 404	49 749	49 404	49 749
Total des Comptes d' Affectation Spéciale	58 657	55 022	52 395	54 143	52 395	54 143
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS						
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	7 994	6 645	7 319	6 852	7 319	6 852
Avances à l'audiovisuel public	3 123	3 123	2 998	2 998	2 998	2 998
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	707	186	725	200	725	200
Avances aux collectivités territoriales	56 907	67 115	54 371	84 879	86 333	84 879
Prêts à des Etats étrangers	4 861	705	2 301	746	2 301	746
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 010	2 261	6 293	5	6 293	5
Total des Comptes de Concours Financiers	74 602	80 035	74 007	95 680	105 969	95 680
COMPTES DE COMMERCE						
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	607	599	533	552	533	552
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	133	123	95	96	95	96
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 232	1 232	1 590	1 590	1 590	1 590
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	495	330	497	664	497	664
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	43 985	44 371	41 951	42 091	41 951	42 091
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	5	9	9	9	9	9
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	1	0	1
Opérations commerciales des domaines	126	70	97	113	97	113
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	617	585	829	841	829	841
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	24	24	23	25	23	25
Total des Comptes de Commerce	47 224	47 343	45 624	45 982	45 624	45 982
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES						
Emission des monnaies métalliques	148	222	195	261	195	261
Opérations avec le Fonds monétaire international	1 500	1 562	10 807	11 324	10 807	11 324
Pertes et bénéfices de change	56	30	43	37	43	37
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	1 704	1 814	11 045	11 622	11 045	11 622
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	182 187	184 214	183 071	207 427	215 033	207 427
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	180 687	182 652	172 264	196 103	204 226	196 103

Unité : million d'€

Désignation	2010	2009 retraité	2009 exécuté
COMPTES D'AFFECTION SPECIALE			
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	12	32	32
Développement agricole et rural	-6	-1	-1
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	-20	-285	-285
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0
Participations financières de l'Etat	-3 728	1 657	1 657
Pensions	107	345	345
Total des Comptes d' Affectation Spéciale	-3 635	1 748	1 748
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS			
Accords monétaires internationaux	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	-1 349	-467	-467
Avances à l'audiovisuel	0	0	0
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	-521	-525	-525
Avances aux collectivités territoriales	10 208	30 508	-1 454
Prêts à des Etats étrangers	-4 156	-1 555	-1 555
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 251	-6 288	-6 288
Total des Comptes de Concours Financiers	5 433	21 673	-10 289
COMPTES DE COMMERCE			
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	-8	19	19
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	-10	1	1
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	-165	167	167
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	386	140	140
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	4	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	1	1
Opérations commerciales des domaines	-56	16	16
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	-32	12	12
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	2	2
Total des Comptes de Commerce	119	358	358
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES			
Emission des monnaies métalliques	74	66	66
Opérations avec le Fonds monétaire international	62	517	517
Pertes et bénéfices de change	-26	-6	-6
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	110	577	577
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	2 027	24 356	-7 606
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	1 965	23 839	-8 123

Unité : million d'€

	Décembre		Cumul au 31 Décembre 2010		Evolution	
	2010	2 009	2010	2 009	en %	
Flux de trésorerie liés à l'activité	Encaissements	44 186	53 772	421 646	426 568	-1,15%
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	214	274	1 158	1 602	-27,72%
	Autres recettes de fonctionnement	351	681	5 201	4 415	17,80%
	Impôts et taxes encaissés	36 511	34 913	333 621	316 959	5,26%
	Autres recettes régaliennes	494	1 074	5 465	5 962	-8,34%
	Recettes d'intervention	99	614	2 932	8 400	-65,10%
	Intérêts et dividendes reçus	1 371	1 422	12 428	10 533	17,99%
	Autres encaissements	5 146	14 794	60 841	78 697	-22,69%
	Décaissements	42 839	45 932	523 817	535 275	-2,14%
	Dépenses de personnel	10 594	11 029	121 101	122 829	-1,41%
	Achats et prestations externes payés	3 401	2 805	19 623	18 848	4,11%
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	3 950	3 719	65 844	84 871	-22,42%
	Autres dépenses de fonctionnement	53	495	3 223	6 492	-50,35%
	Subventions pour charges de service public versées	1 667	2 224	23 598	19 711	19,72%
	Dépenses d'intervention	16 284	15 532	182 357	145 868	25,02%
	Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	84	-13	92	108	-14,81%
	Intérêts payés	737	864	41 555	41 573	-0,04%
Autres décaissements	6 069	9 277	66 424	94 975	-30,06%	
Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)	1 347	7 840	-102 171	-108 707	6,01%	
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	Acquisitions d'immobilisations	13 604	7 976	57 452	45 085	27,43%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	2 198	2 129	10 798	15 858	-31,91%
	Immobilisations financières	11 406	5 847	46 654	29 227	59,63%
	Cessions d'immobilisations	447	356	13 478	20 362	-33,81%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	56	59	471	477	-1,26%
	Immobilisations financières	391	297	13 007	19 885	-34,59%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)	-13 157	-7 620	-43 974	-24 723	-77,87%	

Unité : million d'€

	Décembre		Cumul au 31 Décembre 2010		Evolution	
	2010	2 009	2010	2 009	en %	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	Emissions d'emprunt	-5 727	-30	192 599	259 848	-25,88%
	OAT	7 000	2 384	134 934	107 343	25,70%
	BTAN	0	3 510	84 647	76 666	10,41%
	Solde des BTF	-12 727	-5 924	-26 982	75 839	-135,58%
	Remb. des emprunts (hors BTF)	2 087	6 214	110 737	125 666	-11,88%
	Dettes négociables	1 636	5 038	106 609	124 078	-14,08%
	OAT	231	917	34 342	65 354	-47,45%
	BTAN	1 405	4 121	72 267	58 724	23,06%
	Dettes non négociables	451	1 176	4 128	1 588	159,95%
	Flux liés aux instruments financiers à terme	-308	273	-244	256	-195,31%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)	-8 122	-5 971	81 618	134 438	-39,29%	
Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)	-4 231	-2 735	-111	-1 199	90,74%	
VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III+IV=VII-VI)	-24 163	-8 486	-64 638	-191	-33741,88%	
TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE (VI)	-61 791	-12 830	-21 316	-21 125	-0,90%	
TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (VII)	-85 954	-21 316	-85 954	-21 316	-303,24%	

Unité : million d'€

Correspondants du Trésor et personnes habilitées		2010			2009	
		Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin décembre	
D F T	Organismes d'assurance et de réassurance	19	914	931	2	19
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	165 525	159 031	6 505	11
	Natixis banque	3	753	752	4	3
	La Poste	2	34	35	1	2
	Autres organismes à caractère financier	187	216 420	216 349	258	187
	CEPL					
	Régions	935	47 080	46 833	1 182	935
	Départements	3 668	101 998	101 457	4 209	3 668
	Communes	15 299	121 324	119 883	16 740	15 299
	Hôpitaux	3 837	91 636	91 602	3 871	3 837
	HLM	192	13 683	13 679	196	192
	Autres CEPL	13 459	106 478	105 375	14 562	13 459
	Etablissements publics nationaux					
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	5 080	177 810	154 120	28 770	5 079
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	735	36 509	28 579	8 665	735
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	491	26 121	25 535	1 077	491
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	738	8 262	8 556	444	738
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	13 108	6 930	8 030	12 008	13 108
	Communautés européennes	1 284	23 381	22 658	2 007	1 284
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés					
Fonds et Fondations	71	349	363	57	71	
GIP	230	2 273	2 297	206	230	
EPLE	1 876	8 296	8 280	1 892	1 876	
Autres correspondants	3 106	40 843	41 020	2 929	3 106	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	1	0	1		1	
Intérêts courus sur comptes DFT	61	130	61	130	61	
C A T						
Placements des CEPL sur un compte à terme	1 851	6 232	6 313	1 770	1 851	
Compte à terme de l'ERAP, de l'ERAFP et de l'AFITF	0	0	0	0	0	
Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	492	9 373	6 740	3 125	492	
Intérêts courus sur comptes à terme	4	8	4	8	4	
Total Passif (I)	66 740	1 212 362	1 168 484	110 618	66 739	
<i>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</i>	1	0	0	1	1	
<i>Découverts des correspondants du Trésor</i>	1	0	1	0	1	
<i>Neutralisation des comptes DFT</i>						
Total Actif (II)	2	0	1	1	2	
SOLDE NET de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants (III = I-II)	66 738	1 212 362	1 168 483	110 617	66 737	

DFT = Dépôts de Fonds Trésor. CAT = Comptes A Terme

Unité : million d'€

Dettes financières de l'Etat	Exercice 2010			Exercice 2009		
	Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin décembre	Situation fin décembre	
Dettes négociables (I)	Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	718 847	133 212	36 306	815 753	731 449
	Titres en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
	Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN)	215 018	83 044	71 983	226 079	219 206
	Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	214 120	428 905	455 887	187 138	213 655
	Autres titres négociables	0	0	0	0	0
	Total dette négociable (I)	1 147 985	645 161	564 176	1 228 970	1 164 310
Dettes non négociables (II)	Titres non négociables	0	0	0	0	0
	Dettes exigibles :	249	539 310	539 313	246	249
	- OAT	0	28 481	28 481	0	0
	- BTAN	0	50 904	50 904	0	0
	- BTF	0	455 887	455 887	0	0
	- Autres titres non négociables	249	4 038	4 041	246	249
	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0
Total dette non négociable (II)	249	539 310	539 313	246	249	
Autres emprunts (III)	Total autres emprunts (III)	10 422	782	4 050	7 154	10 708
TOTAL DETTE FINANCIERE DE L' ETAT (IV = I+II+III)	1 158 656	1 185 253	1 107 539	1 236 370	1 175 267	